

avons adopté. Grâce à ce bill, le ministère sera plus à même de savoir ce qu'il pourra faire ou projeter pour l'avenir plutôt que d'attendre, quitte à revenir chaque fois à la Chambre. Il ne s'agit pas ici de sommes votées chaque année à la façon de crédits ordinaires, mais bien de financer comme le ferait toute entreprise privée. Un industriel surveille le meilleur moment de vendre ses titres ou d'en acheter. C'est le même cas qui se présente ici. Le ministère des Finances veut être en mesure de négocier ces titres.

M. SMITH (Calgary-Ouest): Allez-vous les vendre tous dès maintenant?

M. HARKNESS: Puis-je obtenir une réponse à la question que voici: Outre la déclaration générale que vient de faire l'adjoint parlementaire sur la nécessité de voter cet argent maintenant, alors que les chemins de fer n'en auront besoin que de la moitié en 1949, je ne puis voir pourquoi nous voterions 200 millions de dollars dont on ne se servira pas avant cette date. En réalité, cela me paraît ridicule.

M. MUTCH: Votons-nous de l'argent dans le présent bill?

M. HARKNESS: Oui.

M. MAYHEW: Une somme de 20 millions sera requise le 1er février 1948 et une autre de 25 millions le 15 février 1948.

M. HACKETT: S'agit-il de titres remboursables à New-York?

M. MAYHEW: Non, au Canada.

M. ADAMSON: On nous demande d'adopter un projet de loi sur lequel nous possédons bien peu de renseignements. Il faudra rembourser, en 1948, 45 millions de dollars et emprunter de nouveau une somme équivalente. L'adjoint parlementaire n'a pas mentionné qu'il faudrait rembourser, en 1949, 131 millions en devises américaines. Autrement dit, on peut racheter des obligations d'une valeur de 131 millions. Le Gouvernement nous invite aujourd'hui à approuver un emprunt de 200 millions. La majeure partie de cette somme n'est ni requise ni utilisable avant 1949. Le Gouvernement peut nous annoncer qu'il désire emprunter sur les marchés du monde afin de rembourser les obligations en cause lorsqu'elles viendront à échéance. Il peut aussi nous inviter à adopter le bill en délibération à cette fin. L'adjoint parlementaire n'a rien dit de tel. Nous pouvons choisir l'une des trois solutions suivantes: amoindrir notre provision de monnaie ferme, qui diminue de jour en jour, pour mettre de côté 131 millions, échanger à perte sur le marché libre de New-York des dollars canadiens contre des dollars américains ou emprunter des Etats-

Unis en vue de rembourser cette somme. Nous opterions pour cette dernière méthode si nous pouvions compter sur un taux d'intérêt inférieur à celui que nous devons actuellement acquitter à l'égard du capital de 131 millions. Je prie donc l'adjoint parlementaire de nous indiquer l'intérêt que nous coûte actuellement cette dernière somme. A-t-il l'intention d'emprunter sur le marché de New-York les fonds requis pour le remboursement des obligations? Préfère-t-il amoindrir nos réserves de monnaie ferme qui diminuent à une cadence accélérée ou se propose-t-il d'acheter des devises des Etats-Unis sur le marché libre?

M. MAYHEW: Je ne saurais indiquer à l'honorable député la décision qu'on arrêtera. Quant à moi, j'ignore comment je procéderais avant que les obligations vinssent à échéance et que je pusse adapter ma ligne de conduite aux circonstances. J'estime cependant qu'il nous faut prendre des dispositions en vue de sauvegarder nos intérêts. Je n'ai pas parlé des 131 millions. Je ne sais d'où vient ce chiffre, mais je citerai au besoin les chiffres exacts.

M. ADAMSON: Allez-y.

M. MAYHEW: Cette statistique est volumineuse, mais je serai fort aise de la consigner au compte rendu pour que les honorables députés puissent la consulter demain matin. Ils constateront, je crois, que je leur ai déjà fourni ces renseignements. Toutefois, ils trouveront peut-être commode de les avoir au compte rendu.

M. ADAMSON: Quelle est notre "dette nette en monnaie ferme"?

M. MAYHEW: Que veut dire l'honorable député?

M. ADAMSON: Quelle est notre dette nette? Quelle est la valeur des obligations remboursables, soit directement soit au choix du détenteur, à New-York ou en fonds américain?

M. MAYHEW: J'ai fourni ce renseignement.

M. HARKNESS: Elle s'établit à 131 millions.

M. MAYHEW: Le total est d'environ 132 millions, soit \$8,629,000 remboursables à New-York et \$123,088,500 remboursables au Canada, à Londres ou à New-York. Ces deux sommes forment un total de \$132,717,500. Avec le consentement du comité, je consignerai le tableau aux *Débats*.

M. le PRÉSIDENT SUPPLÉANT: L'honorable député a-t-il le consentement du comité?

Des VOIX: D'accord.